

l'environnement à l'aide des normes ISO 9 001 ou 14 001 sont des choses que son entreprise sait déjà faire contrairement peut-être à de toutes petites structures". Valoriser ce qu'elles font déjà et motiver leur personnel autour de valeurs communes sont donc des atouts souvent cités de la démarche.

Explorer de nouvelles pistes d'actions

Le diagnostic bientôt bouclé, les entreprises vont maintenant avoir à explorer de nouvelles pistes d'actions et tenter d'aller plus loin que le catalogue des actions à bon compte, "le greenwashing" qui laissent aujourd'hui plus d'un entrepreneur sur la réserve. Plusieurs pistes semblent émerger. Ainsi, devenir plus exigeants avec les fournisseurs ou exiger réciprocité et transparence de leurs clients sont deux enjeux qui ont manifestement suscité un intérêt certain chez les dirigeants. Un intérêt qui répond à la certitude que leur entreprise sera audité aussi sur la RSE à l'occasion de l'établissement et de la vérification des rapports RSE des grands groupes. "Nous voulons donner à ces petites structures plus d'assurance et de dignité face à leurs grands donneurs d'ordres", explique **Véronique Levy**, formatrice associée au sein d'un des deux cabinets de formation.

Transparence et confiance réciproque

Sébastien Pitaval, dirigeant associé de **Solais**, un cabinet d'ingénierie et de conseil dans le photovoltaïque de onze salariés, a renforcé ainsi sa conviction qu'il pouvait influencer le choix des sous-traitants de ses fournisseurs. "Nous leur demandons de nous communiquer plusieurs possibilités de sous-traitants. L'analyse de leurs ratios révèle très vite si le sous-traitant paye ses collaborateurs normalement et leur offre des conditions de travail dignes", explique cet ancien responsable technique de Thalès Alenia Space qui a créé son entreprise il y a cinq ans. Des valeurs qui avaient amené son équipe, quelques années plus tôt, à faire remonter à la direction d'un grand groupe des manquements graves en la matière. La remise en question salutaire déclenchée à l'intérieur de la multinationale avait contribué à renforcer alors la crédibilité de cette petite entreprise face au mastodonte. Nouer des partenariats basés sur la transparence et une confiance réciproque est une vertu que la démarche RSE contribuerait à remettre à l'ordre du jour. "Nous privilégions les clients qui nous ressemblent et avec qui les relations de confiance sont suffisamment solides pour traverser ensemble les épreuves inévitables de la construction d'une centrale électrique. Des chantiers longs, complexes et lourds financièrement qui mettent en évidence les limites des approches seulement juridiques ou réglementaires", explique ce dirigeant de 36 ans.

Aller plus loin que le "greenwashing"

Savoir développer des liens de solidarité avec toutes les parties prenantes pour influencer des décisions en faveur du développement d'équipements urbains pour le personnel par exemple est une piste qui retient également l'attention de ces dirigeants au fil des travaux. Enfin, le repérage du "greenwashing", ce maquillage en vert d'opérations de marketing qui ne résiste pas à l'usure et à l'analyse s'avère bien utile pour guider les choix d'investissements lourds. "Grâce à l'approche concrète du bilan carbone, nous avons appris à mesurer la performance

énergétique de notre future climatisation et à écarter les propositions pas suffisamment sérieuses", explique **Siegfried Poppe**, directeur du **Riviera Marriott Hôtel**. Mais il n'est pas si évident pour une PME de faire rimer performance économique avec développement durable. Le bilan carbone exige en effet d'interroger tous les fournisseurs et les clients. Cet effort long et coûteux pour une entreprise de petite taille s'avère vain faute de réponse de la part de ceux qui ne sont pas encore sensibilisés aux enjeux de protection de la planète.

Il faut aussi éduquer les clients

La démarche se heurte aux impératifs de compétitivité. "Equiper notre usine d'une station d'épuration pour recycler l'eau utilisée est un investissement trop coûteux aujourd'hui", explique **Laurent Coyon** qui intégrera néanmoins ce dispositif lors de la conception de sa nouvelle unité prévue dans deux ans - ou encore aux contradictions des clients qui veulent plus de naturalité pour toujours moins cher. "Nous devons éduquer nos clients", explique **Olivier Courrin**, dirigeant de l'entreprise familiale **Courrin Jean & Fils**, spécialisée dans le négoce de matières premières aromatiques pour l'industrie agro-alimentaire, la parfumerie et la cosmétique. "Il faudrait que les grands groupes de cosmétiques par exemple, qui suivent la tendance de fond vers plus de naturalité, exigent des certificats d'origine et de qualité des producteurs et qu'ils ne se contentent pas seulement d'un prix toujours plus bas", se désole ce dirigeant qui croit à la RSE, mais au même prix que le reste. Difficile également de remettre en question les pratiques des services achats. "Aucun n'a accepté de préfinancer sur trois à cinq ans des récoltes de plantes aromatiques, une filière 100% naturelle permettant d'assurer à des villageois marocains un travail et un revenu décent toute l'année. L'investissement est trop risqué selon eux alors qu'un prix fixé d'avance sécuriserait le lancement de leurs nouveaux produits", assure **M. Courrin**. Ce dirigeant a déjà été amené à stopper des filières de gommes naturelles douteuses en proposant en contrepartie des solutions de remplacement transparentes mais hélas, elles ne donnent pas satisfaction à ses clients. "Je ne perds pas espoir", assure-t-il, convaincu que ses efforts et ceux des autres entrepreneurs, à condition qu'ils soient de plus en plus nombreux, finiront bien par faire bouger les lignes.

Anne Cécile Ratcliffé

Valoriser ce que font déjà les entreprises et motiver leur personnel autour de valeurs communes sont donc des atouts souvent cités de la démarche.

Il n'est pas évident pour une PME de faire rimer performance économique avec développement durable. Le bilan carbone exige en effet d'interroger tous les fournisseurs et les clients. Cet effort long et coûteux s'avère vain faute de réponse de la part de ceux qui ne sont pas encore sensibilisés aux enjeux de protection de la planète.



Photo X - DR

Recrutement
Assessment center

Executive coaching

Chasse de têtes

Bilans professionnels
Outplacement individuel
Conseil en mobilité in et out

connectRH

Assurer les bonnes connexions
entre l'entreprise et l'individu

www.connect-rh.com

Marc LOW Fondateur associé du cabinet connect RH - marc.low@connect-rh.com - 07 78 64 55 20

Séverine BORGNON-MOUSSARD Associée du cabinet connect RH - severine.borgnon@connect-rh.com - 07 78 21 94 90

La RSE n'est pas un long fleuve tranquille

CÔTE D'AZUR. Trois ans pour créer une émulation parmi les entrepreneurs de la Côte d'Azur et convaincre les PME qu'elles ont tout à gagner à anticiper dès à présent le pilotage de leur responsabilité sociétale (RSE), c'est le pari avant l'heure qu'a tenté Yvon Grosso, président de l'UPE 06 avec plusieurs partenaires. Vingt PME se sont lancées depuis mars 2012 dans la première édition de "Performance globale 06", un programme de formation collective. Mais progrès social et respect de l'environnement ne cheminent pas encore tranquillement sur le long fleuve du développement économique.

Un premier cycle de 20 petites et moyennes entreprises azuréennes, de 5 à 250 salariés et de tous secteurs d'activité, ont accepté de suivre pendant 18 mois un cycle de formation pour apprendre à piloter leur performance responsable. La démarche, qui laisse à leur charge 3 000 € pour un coût réel de 31 000 € grâce à des partenariats public-privé, est une opportunité originale d'apprendre collectivement comment améliorer leur "responsabilité sociétale" et diminuer leur impact carbone. Leur engagement pose comme préalable que ces PME mesurent et assument l'impact de leurs décisions et acceptent d'en rendre compte. De grandes entreprises locales les accompagnent pendant tout le cycle de formation. Si certaines de ces sociétés marseillaises ont l'obligation depuis 2001, en tant que sociétés cotées, d'être transparentes sur la RSE en communiquant, dans leur rapport annuel, les actions qu'elles entreprennent pour améliorer la société et protéger l'environnement, d'autres se sont engagées depuis longtemps par conviction.

Plus de 500 salariés et de 100 M€ de CA

Depuis le décret du 24 avril 2012, le champ des sociétés obligées de prouver leurs actions en faveur de la RSE s'est élargi. D'ici 2014 en effet, toutes les sociétés françaises de plus de 500 salariés et de plus de 100 M€ de CA auront à établir chaque année un reporting RSE avec un changement de taille : leur rapport devra maintenant être vérifié par un organisme indépendant. La marche forcée des entreprises vers la RSE, prévisible depuis une loi votée en 2010, explique-t-elle pour-

quoi les dirigeants de ces petites entreprises azuréennes, pourtant bien éloignées des nouveaux seuils, ont décidé de s'y lancer ? Si ces dirigeants expliquent spontanément que leur sensibilité personnelle aux enjeux du développement durable est à l'origine de leur engagement volontaire, ils anticipent également un mouvement inexorable en face duquel en tant qu'entrepreneur, ils n'ont aucune envie de rester de simples spectateurs, redoutant même les effets collatéraux que la perturbation ne manquera pas de leur laisser dans son sillage.

Les dirigeants engagés dans cette expérience expliquent que leur sensibilité personnelle aux enjeux du développement durable est à l'origine de leur engagement volontaire. Ils anticipent également un mouvement inexorable en face duquel en tant qu'entrepreneur, ils n'ont aucune envie de rester de simples spectateurs.

On fait parfois de la RSE... sans le savoir

"Après la qualité et l'environnement, nos clients vérifient maintenant comment nous manégeons notre responsabilité sociétale", confirme Laurent Coyon, dirigeant de Savimex, PME de 88 salariés, spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes optiques polymères, travaillant de plus en plus pour de grands groupes automobiles. Au fil du diagnostic établi sur le référentiel de la norme ISO 26 000, une norme par définition volontaire qui établit les lignes directrices de la responsabilité sociétale, les PME découvrent qu'elles ont déjà engagé des actions de développement durable. Un début de réponse aux

futures exigences de leurs donneurs d'ordres ou parties prenantes. "Nous sommes en France", sourit Laurent Coyon qui explique que "produire des indicateurs sur ses rejets, manager la sécurité des salariés à travers le CHSCT ou formaliser une démarche d'amélioration continue sur la qualité ou

Suite page 10 >>>



L'équipe réunie pour le programme "performance globale 06"

Jeudi 25 octobre

● 8h30-17h : Séminaire franco-allemand sur la biomasse et le biogaz, organisé par le Club d'affaires franco-allemand de Provence. En présence du nouveau Consul général d'Allemagne, de l'Ademe, un chargé de mission biomasse du Conseil régional Paca, les pôles de compétitivité Capenergies et Trimatec, les sociétés Phytorem et E.on, ainsi que le cluster bavarois Energie et Environnement, et l'Agence de développement économique d'Ansbach (en Bavière) qui a su faire des énergies renouvelables un puissant vecteur économique. Lieu : Technopôle de l'environnement - Domaine du Petit Arbois à Aix-en-Provence. Rens. www.cafap.fr

● Journée Emploi Force Cadres : 6^{es} rencontres annuelles au service du développement des entreprises locales. Le matin (de 9h à 12h30) sera dédié au Forum sur la thématique de "L'innovation participative des salariés" : quatre entreprises témoigneront de leur expérience. L'après-midi (14h à 17h) sera dédié à un speednetworking. Lieu : CCI d'Avignon, 46, cours Jean Jaurès. Rens. 04 90 84 03 06 - contact@forcecadres.org www.forcecadres.org

● 9h-11h : Petit déjeuner de Marseille Innovation sur le thème "Financement de l'économie solidaire en Paca. ESIA - Un outil de financement pour le développement des entreprises responsables". Lieu : Pôle Media Belle de Mai, Marseille. Rens. www.marseille-innov.org

Mercredi 31 octobre

● 14h-18h : Rencontre "Coopérations et développement économique", vers un développement des achats socialement responsables en région Provence Alpes Côte d'Azur, organisée par l'Agence provençale pour une économie alternative et solidaire. Lieu : Cité des Métiers de Marseille - 4 rue des Consuls. Rens. www.apeas.fr

Plus d'infos tous les jours dans l'agenda économique de la e-lettre de Sud Infos